3 1761 00382185 7
UNIVERSITY OF TORONTO

Les Perils De L'Heure Presente
Leroy-Beaulieu 1901

DS
146
F8L47
ROBA

Ex Libris

PROFESSOR J. S. WILL

Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/lesprilsdelheu00lerouoft

LES PÉRILS

DE

L'HEURE PRÉSENTE

LES PÉRILS

DE

L'HEURE PRÉSENTE

PAR

Anatole LEROY-BEAULIEU

MEMBRE DE L'INSTITUT

Extrait de La Revue et Revue des Revues, 1er *et* 15 *Février* 1901

PARIS

AUX BUREAUX DE *LA REVUE et REVUE DES REVUES*

12, AVENUE DE L'OPÉRA

—

1901

ERSION
AVAILABLE
NO.

DS
146
F8L47

LIBRARY
SEP 28 1961
UNIVERSITY OF TORONTO

769964

LES PÉRILS DE L'HEURE PRÉSENTE

L'ANTISÉMITISME ET LE NATIONALISME

Au milieu de toutes nos divisions, il est un point sur lequel nous sommes tous d'accord. La France passe aujourd'hui par la crise la plus grave qu'elle ait traversée depuis la guerre et la Commune. D'où vient cette crise où se sont brisées, en quelques mois, tant de vieilles amitiés, et où les passions des partis et les haines de sectes ont pris une virulence nouvelle? Elle provient, faut-il le rappeler, de l'Affaire qui a si lamentablement divisé le pays. Elle vient, surtout, de ce que, au lieu de rester pour tous une douloureuse affaire judiciaire, l'angoissant procès est tombé aux mains des partis qui l'ont exploité en sens inverse, au profit de leurs intérêts et de leurs passions. Si la France en a tant souffert, si elle en reste profondément divisée, c'est qu'ils étaient en trop petit nombre, les combattants qui, dans cette confuse mêlée, luttaient uniquement pour ce qu'ils croyaient la vérité et la justice, se faisant scrupule de ne rien blesser de respectable, n'ayant en vue que le triomphe de l'innocent ou le châtiment du crime. Parmi les meneurs et les politiciens, combien n'ont vu, dans le procès de Rennes, qu'une querelle de partis, où il fallait à tout prix triompher d'adversaires détestés? C'est ainsi que l'Affaire a été si vite élargie et envenimée par l'esprit de faction qui s'était jeté sur elle comme sur une proie qu'il ne voulait pas lâcher. Riche proie en effet, où tout ce que devrait respecter la France a fini par passer; armée, magistrature, clergé, Parlement, ministres et président de la République, hommes et institutions, tout était dévoré à belles dents par les passions furieuses. Antisémites et nationalistes, d'un côté, socialistes et anticléricaux, de l'autre, se sont rués sur l'Affaire, se servant des incidents du procès comme d'armes meurtrières, les uns contre les Juifs et leurs alliés, contre « la république panamiste et maçonnique », les autres contre les jésuites et les « galonnés », contre « le sabre et le goupillon ». Si l'apaisement est si difficile, c'est que les factions qui ont exploité l'Affaire ont tout intérêt à en prolonger l'agitation.

Tout autre est le sentiment des hommes qui, au-dessus des passions de partis et des haines de sectes, placent les intérêts permanents de la France. S'ils ont pu être divisés sur l'Affaire, leur patriotisme n'a cessé de réprouver les violences qu'elle provoquait et de rappeler les Français à l'union dans l'amour de la commune patrie.

Ce n'est pas leur faute si le vent de haine qui a soufflé sur la France a creusé, plus que jamais, les divisions entre Français. Comme aux plus tristes époques de notre histoire, on réclame des proscriptions; ce sont des catégories entières de Français que l'on veut mettre hors la loi, sous prétexte de salut public. De droite ou de gauche, on entend des adversaires se contester réciproquement le titre de Français, comme si, dans cette France, à population stagnante, les Français étaient trop nombreux. La haine semble devenue l'âme de la politique et le lien des partis; elle prête à nos luttes et à nos polémiques une âpreté nouvelle. A bas ceux-ci, à bas ceux-là! semble devenu le cri de ralliement des foules; alors même que l'on pousse des *vivat*, l'accent qu'on y met en fait une menace pour ses adversaires. Haines de races, haines confessionnelles, haines politiques, haines de classes, on voit surgir, de tous côtés, des « anti » qui rivalisent d'exclusivisme et d'injustice, de fureurs aveugles et de colères ineptes : antisémitisme, antiprotestantisme, anticléricalisme, antiparlementarisme, antimilitarisme, anticapitalisme, comme si le patriotisme, comme si la religion et la raison elle-même consistaient à maudire et à proscrire. L'esprit de secte et l'esprit de faction sont partout et vicient tout. Jamais, peut-être, depuis la Révolution, l'esprit de liberté, disons plus, l'esprit de tolérance, n'a été plus bas. Le mot même de liberté qui, autrefois, faisait battre les jeunes cœurs, ne trouve guère d'écho et est bafoué des foules. On a trop menti en son nom. Le libéral, le vrai, celui qui veut la liberté pour tous, semble une espèce en voie d'extinction. Une seule liberté paraît toujours chère aux meneurs de l'opinion, la liberté de l'injure et de la calomnie. Quant aux autres, on dirait qu'on en a perdu le goût et l'intelligence. Le sens même de la liberté politique s'est oblitéré; pour la sauver, nombre de ses prétendus défenseurs veulent supprimer la liberté religieuse, la liberté d'enseignement, la liberté d'association, comme si toutes les libertés n'étaient pas solidaires, ou comme si la liberté politique ne devait pas être la garantie des autres et la gardienne de tous les droits.

On a dit que l'Affaire avait désagrégé les partis, renversé les anciens cadres, comme un vent violent qui brise tout sur son passage. Elle l'eût fait, elle eût emporté les anciennes barrières et brisé les cloisons des vieux partis que, en nous libérant de la servitude de préjugés et de rancunes souvent surannées, en faisant le champ libre pour des groupements nouveaux, elle eût rendu service à la France. Mais, l'a-t-elle fait, elle n'a émancipé de la tyrannie des partis et de la superstition des étiquettes que le petit nombre des Français qui pensent par eux-mêmes. Les autres, le grand nombre, elle les a laissés, plus que jamais, asservis au joug et aux préventions de l'esprit de parti; elle a seulement parfois changé les étiquettes et les cocardes. Loin d'arracher ou d'abaisser partout les barrières de partis, elle les a souvent relevées. Elle a donné, dans chaque groupe, l'ascendant aux violents, parce qu'elle a partout réveillé les préjugés, attisé

les passions, envenime les antipathies, si bien que, plus que jamais, notre démocratie et la France, avec elle, semblent entraînées, par une force fatale, vers les doctrines ou les partis extrêmes.

Autre phénomène également digne de remarque : les partis proprement politiques, ayant un programme défini, perdent partout du terrain, jusque dans les assemblées politiques et jusque dans le Parlement. Qu'est-ce donc du pays et des masses électorales? Aux partis politiques, nettement délimités, ayant une foi commune et un programme précis, tendent à se substituer, sous l'empire des passions soulevées autour de l'Affaire, des tendances confuses et des groupements aux aspirations vagues qui débordent de tous côtés, l'arène légale de la politique. C'est, à la surface agitée du pays, comme des courants et des contre-courants violents qui menacent de tout entraîner avec eux, et qui, en se rencontrant et se heurtant, font comme des remous en tous sens. De ces courants parallèles ou opposés, on peut distinguer quatre principaux qui se mêlent sans se confondre en deux fleuves contraires : l'antisémitisme et le nationalisme, d'un côté, l'anticléricalisme et le socialisme, de l'autre.

Si différents qu'ils soient par leurs tendances ou par leurs inspirations, et quelque droit qu'ils aient de ne pas nous laisser les confondre ensemble, antisémitisme et nationalisme, anticléricalisme et socialisme se ressemblent par leurs procédés de propagande, par les emportements de leurs polémiques, par leur peu de soucis de la liberté et leur propension à proscrire leurs adversaires, par leurs appels à la force et à la violence. Ils ont, presque également, quoique en sens inverse, exploité l'Affaire et, en ayant vécu durant des mois, y ayant puisé leur force, ils cherchent à en perpétuer l'agitation. Ils se plaisent à entretenir l'exaltation des foules, et dans leurs revendications ou leurs excitations quotidiennes, ils font appel aux antipathies et aux préjugés du peuple, dénonçant leurs adversaires comme des scélérats, ennemis de la France et capables de tous les crimes. Ils tendent, presque également, à ériger leurs doctrines en dogmes, et leurs griefs en articles de foi; et comme ils constituent pour leurs adeptes une sorte de religion, ils ont la foi ardente, le zèle brûlant d'une Eglise et, trop souvent aussi, l'intolérance et le fanatisme d'une secte. Ils lancent bruyamment l'interdit autour d'eux, jetant l'anathème sur tout ce qui leur résiste, allant parfois jusqu'à excommunier les tièdes et les indifférents, répétant, chacun à leur façon : Hors de nous, pas de salut ! Chacun d'eux s'arroge, en effet, la mission de sauver la France et, pour la sauver, professe que tout est permis, lois d'exception et tyrannie légale, émeutes de la rue ou coups de force de l'armée.

Les partis les plus opposés semblent accepter, également, la périlleuse doctrine du salut public. Chacun d'eux se dit en mesure d'assurer le salut du pays, brusquement, à l'aide d'une sorte d'opération miraculeuse : révision, révolution ou coup d'Etat, qui, d'un seul coup, doit brusquement rendre à la France la force avec la santé. Comme

trop de nos médecins d'aujourd'hui, on nous vante, de tous côtés, la méthode chirurgicale. Cette France malade, lasse de luttes énervantes, au lieu de lui accorder le repos dont elle a tant besoin, on prétend la traiter par le fer et par le feu, l'amputer de membres qu'on dit pourris ou gangrenés, la débarrasser de kystes parasites qu'on croit découvrir en elle. Par malheur, ou mieux par bonheur pour elle, on ne s'entend pas sur les membres gangrenés qu'il faut retrancher, sur les tumeurs cancéreuses qu'on veut extirper ; pour les uns, c'est le juif ou le protestant ; pour les autres, c'est le jésuite ou les congrégations ; pour ceux-là, ce sont les étrangers de l'intérieur et pour ceux-ci, c'est le bourgeois capitaliste ou c'est l'officier, c'est l'armée. N'importe, il y a, pour beaucoup d'entre nous, des Français à proscrire, des catégories entières de compatriotes à mettre hors la loi ; telle est, aux yeux de trop de nos contemporains, la tâche urgente. Aimez-vous et supportez-vous les uns les autres, disait autrefois le patriote, comme le chrétien. Haïssez-vous et supprimez-vous les uns les autres, semble aujourd'hui la maxime de trop de nos compatriotes. Aussi peut-on dire que la France est en état de guerre civile morale ; la seule, heureusement, que puisse tolérer, la douceur ou la mollesse de nos mœurs.

I. — L'Antisémitisme.

De tous les phénomènes politiques de ces dernières années, l'un des plus attristants est la diffusion de l'antisémitisme. Nous ne sommes pas, on le sait, de ceux qui en ont été surpris. Nous en avons signalé, de longue date, les causes et les progrès. Quelques bonnes âmes s'étonnaient naguère de l'importance que nous semblions donner à l'intrusion en France de ce produit d'origine teutonique. Les faits n'ont que trop montré la clairvoyance de nos inquiétudes. Sous le couvert d'un nationalisme équivoque, l'antisémitisme tend à devenir un des facteurs de la politique. C'est lui naturellement qui a le plus bénéficié de l'Affaire. Il en avait fait sa chose ; il l'avait prise à son compte, dès le début, n'y voyant qu'un instrument d'agitation et de division, sans songer au mal qu'en pourrait ressentir le pays. Il en a tiré tout ce que la haine et la sophistique en pouvaient faire sortir, s'ingéniant, dès le premier jour, à l'envenimer et à l'élargir, jusqu'à faire du procès d'un homme le procès de toute une race, sauf à s'indigner quand d'autres se permettaient, contre l'état-major et contre l'armée, les mêmes généralisations illégitimes. Si la France en demeure lamentablement ébranlée, l'antisémitisme en a été ainsi le premier coupable. Sur les violences et les excès de sa polémique, sur son obstination à imputer les fautes ou les crimes des individus à tous leurs coreligionnaires, sur sa prétention d'identifier la haine du juif avec l'amour de l'armée, sur son acharnement à passionner des débats et à exalter des haines

que le patriotisme eût conseillé de calmer, retombe, pour beaucoup, la responsabilité de la crise que traverse le pays.

Grâce à l'Affaire, l'antisémitisme est devenu une puissance, et, comme toutes les puissances, il trouve des courtisans. Les hommes et les partis qui se disputent le pouvoir n'ont pas honte de lui tendre la main. Comment les ambitieux n'iraient-ils pas à lui, alors qu'en lui souriant ils se font applaudir à la fois des salons et de la rue? Si l'on n'ose toujours prendre ouvertement ses couleurs on emprunte volontiers son jargon ; on s'approprie sa specieuse formule, « la France aux Français ». On ne craint pas de se réclamer de ses vagues thèses sociales, de son ethnologie conventionnelle, de sa courte philosophie de l'histoire sur les luttes de races. Car, on le sait, l'antisémitisme a sa philosophie et ses théories scientifiques. A cet égard, il est bien moderne, ce rejeton du moyen âge ; il sacrifie aux dieux et aux idoles du siècle. Les retentissantes théories sur les races, sur la lutte pour l'existence, sur la concurrence vitale dont notre époque a tant abusé, l'antisémitisme se les est appropriées. S'il n'en est pas sorti, il s'en est nourri. Elles ont été pour beaucoup dans sa fortune. De là même ce nom pedantesque d'antisémitisme importé, avec la chose elle-même, de la pedante Allemagne. Un nom d'aspect savant est une chose précieuse, en ce temps de religion ou de superstition scientifique. L'antisémitisme, a l'en croire reposait tout entier sur la séculaire opposition des races sémitique et aryenne que Renan avait, en sa jeunesse, érigée imprudemment en une sorte de loi de l'histoire. Cette théorie, abandonnée de Renan lui-même en sa maturité, a beau être démodée partout, elle reste un dogme, pour nos antisémistes, heureux de couvrir leurs haines du manteau de la science. Pour eux, l'histoire du monde n'est que le duel de l'Aryen loyal et du vil Semite, si bien que le procès de Rennes serait l'épilogue de Zama et de Poitiers. Mais qui, en dehors des simples d'esprit, peut encore se persuader qu'en criant : A bas les juifs ! il est le continuateur de Scipion et de Charles Martel ? Les docteurs de l'antisémitisme eux-mêmes, depuis qu'ils ont fait de l'Algérie leur terre d'élection, ont dû laisser leur théorie favorite à Marseille. En passant la Méditerranée, l'antisémite, au contact des Arabes et de l'Islam, doit dépouiller son prétentieux déguisement scientifique, pour redevenir un vulgaire anti-juif.

Veut-on le rattacher aux modernes théories de la Science, l'antisémitisme est en grande partie un cas d'atavisme ou une «survivance». C'est, comme on dit en Allemagne d'où il nous est revenu, la *Judenhetze* du moyen âge, ou ce qui revient au même, c'est un de ces « morts qui parlent » qu'on nous décrivait naguère en si beau langage, un de ces morts que l'on croyait enterrés à jamais et qui crient, qui gesticulent, qui se trémoussent en nous et autour de nous. C'est un revenant, et combien en voyons-nous s'agiter, s'injuriant et se menaçant les uns les autres, dans notre pauvre France troublée, de ces revenants du passé ! L'antisémitisme, assurément, n'est

pas le seul ; bien d'autres, à commencer par le jacobinisme et par l'anticléricalisme, ne sont guère, eux ausssi, que des morts mal enterrés, des spectres échappés des cimetières de l'histoire, qui se dressent devant nous et rôdent parmi nous, avec leurs passions mal éteintes et leurs haines surannées. Et si l'Affaire nous a profondément secoués, c'est qu'elle a réveillé, au fond des Français, tant de morts assoupis qui, ranimés par elle, se sont mis à batailler ensemble, avec les fureurs et les rancunes anciennes, comme au temps de la Terreur ou comme au temps de la Ligue. Tel qui se figurait s'être fait une opinion sur le procès de Rennes n'était guère que l'écho inconscient des préjugés ataviques. Et ce qui est vrai de l'Affaire ne l'est pas d'elle seulement ; que de fois, dans nos disputes confuses, il nous faut nous scruter et nous tâter nous-mêmes pour nous assurer que nous sommes bien vivants, et qu'en nous injuriant et en nous combattant les uns les autres, nous sommes autre chose que les porte-voix des morts et des champions héréditaires des vieilles luttes ancestrales.

Mais pour être de ces survivances du passé dont notre politique contemporaine est encore encombrée, l'antisémitisme n'en est pas moins alimenté par des passions bien vivantes et des haines vivaces, des passions qui sont de tous les temps et de notre âge démocratique peut-être plus que de tout autre. Pour être juste envers lui, c'est une étrange et trouble mixture que l'antisémitisme contemporain. On y trouve de tout, des sentiments élevés et des inspirations nobles, avec des instincts vils et des passions brutales, des générosités dévoyées, à côté des bas appétits déchaînés ; et c'est à ce mélange hétérogène de bien et de mal, d'idéalisme égaré et de matérialisme pratique, de naïves protestations contre le culte de Mammon et de convoitises inavouées vers la richesse, de révoltes indignées contre la prépotence de l'argent et de rancunes intéressées ou de jalousies envieuses, que l'antisémitisme doit sa popularité et sa diffusion ; car, par là, il a une double prise sur les âmes simples, les prenant à la fois par en haut et par en bas, comme par les deux extrémités de la nature humaine, si bien que nobles ou vulgaires, nos contemporains ont peine à s'en défendre. Comme si l'on avait le droit de faire du juif le seul auteur et le seul bénéficiaire de tous nos maux, il y entre en même temps du dégoût des vilenies du jour, des révoltes de la conscience contre les fortunes trop rapides, contre la corruption des politiciens, contre l'étalage d'un luxe provocant, et aussi des ressentiments de concurrents évincés ou d'hommes d'affaires malheureux contre des rivaux plus habiles ou plus heureux ; des jalousies de propriétaires fonciers et de châtelains dont les revenus tarissent contre le banquier et l'homme de bourse, dont les mobiles capitaux semblent toujours grossir ; des rancunes aristocratiques contre les fortunes et les influences nouvelles, et des rancunes provinciales et rurales contre les parvenus des grandes villes et les nouveaux venus de l'étranger ; sans compter la jalouse malveillance du petit bouti-

quier et du petit bourgeois en face des grands magasins, de la haute bourgeoisie et des gros capitalistes; si bien qu'on peut dire que c'est le faisceau de toutes les rancunes et de toutes les jalousies, exaspérées encore par la terreur des influences occultes et des puissances ténébreuses, haute banque et syndicats cosmopolites, vagues spectres dont l'ignorante naïveté des foules croit sentir partout la main invisible. Faisceau des jalousies et faisceau, également, les préjugés, — préjugés ataviques, préjugés religieux, préjugés de race, préjugés économiques, préjugés de classes, préjugés mondains aussi; car, de tous les ingrédients qui entrent dans la composition de cette drogue malsaine, le snobisme est, chez nous, un des plus fréquents, et l'on sait quelle est, dans notre république, la puissance du snobisme. Elle s'est manifestée aussi dans l'Affaire, dictant l'opinion des hommes et encore plus celle des femmes, selon les milieux et les cercles. Or, l'antisémitisme est bien porté dans nombre de salons; c'est leur façon, à eux aussi, de protester contre les insolences d'un luxe qu'ils ne peuvent tous égaler, contre l'arrogante intrusion des parvenus, contre la prépondérance des hommes d'argent, voire contre les iniquités du « capitalisme » et contre le parasitisme social.

Car les déclamations de l'antisémitisme contre la finance et le capital l'amènent à un vague anticapitalisme, partant à une sorte de socialisme ingénu, inconscient et inconséquent, le socialisme, oserai-je dire, de ceux qui ne voient pas où leurs idées les mènent. A cet égard, l'antisémitisme se rencontre avec le socialisme; ce sont comme deux frères ennemis qui ont grandi côte à côte dans deux milieux différents. Au point de vue économique, en effet, l'antisémitisme n'est guère que le socialisme des salons, le socialisme du club-man et du hobereau, le socialisme mondain de tous ceux dont les rentes sont inférieures aux appétits ou aux ambitions; le socialisme bourgeois de tous les vaincus de la vie et de tous les mécontents de la fortune. Socialisme, celui-là, sans vain déguisement scientifique, comme sans trompeuse parure d'idéal et sans auréole de fraternité; socialisme, qui a sur l'autre l'avantage de ne s'attaquer qu'à un groupe défini, taxé d'étranger, de sorte qu'en hurlant avec les antisémites, contre les crimes des accapareurs ou les abus du capitalisme, le bourgeois de Paris ou le gentilhomme de province ne risquent pas de tirer sur eux-mêmes et d'être les premières victimes des colères soulevées par leurs déclamations. C'est là, il faut le dire, une des causes de la diffusion de l'antisémitisme. A tous les mécontents et à tous ceux qui prétendent rejeter sur autrui la responsabilité de leurs déceptions ou de leurs souffrances, l'antisémitisme fournit un bouc émissaire, autrement commode et autrement rassurant pour notre égoïsme que le bourgeois auquel s'attaquent les socialistes. Le bourgeois, c'est un être vague, mal défini; on ne sait trop où il commence; le bourgeois, c'est vous ou moi; s'en prendre à lui peut être dangereux pour vous. Le juif, au contraire, c'est précis, c'est limité; cela désigne un groupe fermé, une manière de caste, tout comme pendant

la Révolution, le noble ou le prêtre. En s'attaquant au juif, en le dénonçant aux soupçons et aux fureurs de la foule, le bourgeois ne compromet pas sa sécurité, il détourne sur autrui les ressentiments des masses, tout en satisfaisant ses propres rancunes ou jalousies. L'antisémitisme est, ainsi, une façon de canaliser les haines sociales. L'erreur est de croire que, dans notre France, les passions soulevées contre la richesse et contre le capital puissent se borner à battre les guichets des banques israélites ou les murs des hôtels juifs, et que pour se mettre à l abri des tracasseries du fisc ou des violences de l'émeute, le jour où le peuple voudrait procéder à la « révision des fortunes », il suffirait, comme dans la Sainte Russie, d'arborer sur sa porte une croix ou une Sainte Vierge.

Les meneurs de l'antisémitisme ne l'ignorent point; ils ont beau s'efforcer de ranimer les vieux fanatismes, ils sentent que la France contemporaine y reste, malgré tout, rebelle. Aussi, pour se délivrer de cette tare de l'intolérance odieuse à la générosité française, prétendent-ils ne pas s'attaquer, chez le juif, à la religion, mais à la race. Ils n'ont cessé de le répéter, durant toute l'Affaire, à l'heure même où ils attisaient les passions religieuses, sans voir que chez les juifs la race est inséparable de la religion et que s'en prendre à la race, à de lointaines et douteuses origines, est d'une haine antichrétienne et d'une intolérance plus profonde; car, de religion, on peut changer, de race, non. Mais soit, c'est au sang de Jacob, non à la loi de Moïse que nous devons fermer l'état-major, la magistrature, l'administration, l'Université, toutes les professions réputées nobles; mais ce sang des patriarches, mais cette race sémite, à quel signe, à quel stigmate la reconnaîtrons-nous? Sera-ce, comme le nègre, à la couleur de sa peau? ou bien serait-ce à la courbe de son nez? Ses ennemis ont beau dire, le seul signe du juif est sa religion; c'est elle qui le conserve et le distingue; faire la guerre au juif, c'est faire campagne contre la Synagogue; partant, c'est se révolter contre la liberté et l'égalité religieuses. Les lois d'exception, réclamées contre le juif, auraient, forcément, un caractère religieux, et, pour que le juif n'y pût échapper à l'aide d'un baptême menteur, nos antisémites, comme leurs précurseurs d'Espagne, seraient contraints d'établir, parmi nous, à défaut d'auto-da-fé, ce que la France de l'ancien Régime n'a jamais toléré, une Inquisition.

Ils l'ont bien compris, les Français qui n'appartiennent pas au culte de la majorité, les descendants de ces huguenots autrefois persécutés et chassés, eux aussi, au nom de l'unité religieuse, autant dire de l'unité nationale, car alors, comme aujourd'hui, l'une tendait à se confondre avec l'autre. Sans avoir, plus que les catholiques, de personnelles sympathies pour les juifs, les protestants français, en tant que minorité religieuse, se sont sentis menacés par l'intolérance antisémite. Et comment traiter leurs appréhensions de vaines, alors que de l'antisémitisme nous avons vu sortir l'antiprotestantisme, légitime rejeton du premier, fait de passions analogues, des mêmes

préjugés, des mêmes rancunes, des mêmes jalousies? Il se peut, — car nous voulons être juste envers tous, fût-ce envers ceux qui, vis-à-vis de leurs adversaires, font si peu de cas de la justice, — il se peut que l'antiprotestantisme, ainsi que l'antisémitisme lui-même, ait été parfois provoqué par les imprudences de quelques protestants, par leur participation aux luttes anticléricales, ou encore par l'ascendant des protestants ou des juifs sur un gouvernement visiblement défiant des catholiques. Il ne nous en coûte pas de le reconnaître, l'antiprotestantisme et l'antisémitisme n'ont été, pour nombre de catholiques, que la revanche de la politique anticatholique et des campagnes anticléricales. Car, il y a longtemps que nous l'avons constaté, l'antisémitisme et l'anticléricalisme sont, à bien des égards, le produit et comme le pendant l'un de l'autre. Sans l'anticléricalisme, nous n'aurions peut-être pas eu d'antisemitisme et encore moins d'antiprotestantisme. Il n'en est pas moins vrai que nous avons eu l'humiliation d'entendre glorifier publiquement la révocation de l'édit de Nantes, tout comme l'expulsion des juifs au moyen âge. Ces apologies des grands actes d'intolérance du passé, naguère timides et comme honteuses, l'Affaire les a rendues plus hardies et plus retentissantes. Par suite, elle a eu pour effet de ranimer, avec l'intolérance des uns, les appréhensions des autres; elle a rapproché dans des craintes communes, les minorités religieuses, et comme à la guerre, on passe rapidement de la défensive à l'offensive, et que l'intolérance appelle l'intolérance, l'Affaire a, par contre-coup, réveillé les défiances anticléricales et les haines jacobines, si bien que, de droite ou de gauche, tous les fanatismes en ont été surexcités à la fois. C'est ainsi qu'à l'aide d'un procès où la religion n'avait rien à démêler, l'antisémitisme est parvenu à couper la France en deux, par un fossé confessionnel. D'un côté, les catholiques encore croyants, ceux que leurs adversaires nomment les cléricaux, avec leurs alliés politiques ou mondains; de l'autre, les juifs, les protestants, les libres-penseurs, ceux que les antisémites appellent les judaïsants; et entre les deux, suspects aux deux camps, les chrétiens qui se font scrupule d'exiler personne de la charité chrétienne, ou les Français qui osent regarder les juifs comme des hommes ayant les mêmes droits que les autres hommes, — témérité impardonnable aux yeux de sectaires habitués à découvrir partout des achats de conscience, comme s'ils refusaient de croire au miracle de conviction désintéressée. Voilà comment, par le lent travail de l'antisémitisme, à l'aide de l'Affaire, la France, qui avait tant besoin de paix religieuse et de concorde intérieure, se voit rejetée, plus que jamais, sous prétexte d'unité nationale, dans les stériles conflits de races et de confessions. *Abyssus, abyssum*; l'antisémitisme a ramené, avec l'anticléricalisme, les instincts de violence et la fureur des proscriptions, si bien que, à nombre de Français, il semble que, pour rétablir la paix en France, il n'y ait qu'à désigner les victimes à proscrire et les libertés à sacrifier.

II. — Le Nationalisme.

Nous ne ferons pas au nationalisme l'injure de le confondre avec l'antisémitisme. Ils ont beau, trop souvent, se donner la main, leur inspiration, en son principe au moins, est différente. Le nationalisme, pour la foule de ses adhérents, est né de l'exaltation et des angoisses du patriotisme. C'est, dirai-je, du patriotisme exaspéré, parfois du patriotisme aigri. Or, alors même qu'il aurait quelque chose de morbide, (et comment s'en étonner dans un pays malade), le patriotisme, pour nous, qui maintenons, au-dessus de tout, l'idée de patrie, demeure respectable, jusqu'en ses excès ou ses égarements. Mais, de ce qu'il procède du sentiment le plus noble, d'un sentiment que nous nous honorons de partager, il ne suit pas que le nationalisme, dans la forme qu'il tend à prendre comme parti, soit toujours rassurant pour notre patriotisme.

Nationalisme, c'est là, certes, pour un parti, un beau nom, un nom pareil à un étendard aux brillantes couleurs qui flotte au-dessus des têtes. Nationalisme, cela sonne fièrement à l'oreille ; mais, à tout prendre, cela est aussi vague que sonore, et je crains que ce vague même ne soit pas étranger à la fortune du nom et de la chose. Des monarchistes aux socialistes patriotes, quelle bigarrure présente l'armée rangée sous cette confuse bannière ! Nationalisme, c'est un mot nouveau, chez nous, Français, plus ancien peut-être et moins obscur en littérature qu'en politique. Nationalisme, cela s'entend, aisément, dans un pays opprimé par un maître du dehors, comme il s'en trouve encore, à notre honte, plus d'un en Europe, en Irlande, par exemple, où les nationalistes réclament, avec le Home Rule, un Parlement à Dublin. Mais dans notre France, le mot peut-il avoir le même sens ? La France est-elle une Irlande ou une Pologne, dépouillée de son gouvernement et de son drapeau ? Est-elle un pays conquis et réclame-t-elle, en vain, comme l'Irlande, un Parlement national ? Si elle est opprimée (les partis sont souvent oppressifs), est-ce bien par des maîtres du dehors, qui la gouvernent pour le compte de l'étranger ? A cette question, nombre de nationalistes n'hésitent pas à répondre par l'affirmative. On a beau leur montrer le Luxembourg et le Palais Bourbon où siègent des législateurs élus de la nation, ils maintiennent que la France est tenue en esclavage, sinon par une garnison étrangères, au moins par des agents ou des complices de l'étranger, par des cosmopolites et des sans-patrie, entre lesquels figurent naturellement les Juifs. Le nationalisme se rencontre, ici, avec l'antisémitisme. A l'entendre, la France ne s'appartient pas à elle-même ; tous les pouvoirs, chez elle, ont beau procéder, directement ou indirectement,

de l'élection populaire, la France est asservie à des tyrans, ce qui ne serait peut-être pas la première fois dans son histoire; mais, ce qu'elle n'a jamais toléré, ces tyrans sont les suppôts de l'étranger. La France est, depuis des années, sous le gouvernement d'un syndicat de sans-patrie qui, pour être inscrits sur nos registres de l'état civil, n'en sont pas davantage des Français; et ce joug honteux, les Français, les vrais, ont le droit et le devoir de le briser.

Voilà, dans toute son outrance, la thèse qui s'étale, chaque matin, dans une partie de la presse française. Elle est nouvelle, chez nous; elle n'y remonte guère qu'à un petit nombre d'années; elle n'a pris toute sa force et sa diffusion que durant l'Affaire et grâce à l'Affaire. On en sent la portée : elle ne tend à rien moins qu'à créer des catégories entre Français, accordant aux uns, pour le refuser aux autres, ce beau nom de Français, notre patrimoine commun, imitant par cela les antisémites, et comme les antisémites, s'appliquant, sous prétexte d'unité nationale, à couper la patrie en deux, excommuniant arbitrairement de la nationalité française une partie des Français.

Une politique nationale, comme nous en promettent les nationalistes, serait, semble-t-il, celle qui travaillerait à rétablir l'harmonie et l'union des Français, à rapprocher, dans un même sentiment de tolérance et de patriotisme, tous les enfants d'un même pays, sans distinction d'origine, de religion, de parti.

Cette politique de réconciliation nationale, est-ce bien celle que préconisent les organes les plus bruyants du nationalisme ?

Aux paroles de paix, trop d'entre eux préfèrent des menaces de guerre; la paix nationale qu'ils nous laissent espérer, ils semblent ne l'attendre que de l'écrasement de ceux qu'ils appellent les mauvais Français. Alors que la France aurait plus que jamais besoin d'une politique d'apaisement à la Henri IV, la plupart des nationalistes s'obstinent à jeter l'anathème à leurs adversaires, les mettant en interdit comme des ennemis de la patrie. Pour trop d'entre eux, le patriotisme paraît consister à dénier aux autres la qualité de Français. Ce titre de Français qui nous appartient à tous, quelles que soient nos opinions politiques ou religieuses, ils s'en attribuent le privilège et comme le monopole. A en croire les plus exaltés, les Français, les vrais seraient en minorité en France. On a entendu, à la Haute Cour, sans presque s'en étonner, un témoin nationaliste dire d'un accusé : « C'est un Français, ce qui devient très rare. »

Est-ce avec un pareil esprit d'exclusivisme que d'ingénus patriotes s'imaginent fortifier le sentiment national. Ils ne craignent pas de distinguer, sur la terre française, deux catégories d'habitants qu'ils opposent les uns aux autres : les vrais Français, les Français de France — et les autres, les faux, les pseudo-Français, les Français de l'étranger ou les étrangers de l'intérieur, opposition coupable dont le dernier mot serait la guerre civile. Quand j'entends certains discours, je pense malgré moi, à ces naïves peintures du jugement dernier où des archanges à l'épée flamboyante partagent les hommes

en deux troupes, les bons et les mauvais, les brebis et les boucs, les bienheureux et les damnés. Si nous avons vu quelque chose d'analogue à d'autres époques, durant la Révolution notamment, la France, alors, était en guerre et, dans les rangs de l'étranger, servaient des émigrés qui portaient les armes contre elle. Où voit-on, aujourd'hui, rien de pareil? Couper la France en deux, au nom du sentiment national qui en devrait être le lien, dénier à nos adversaires politiques le titre de Français pour exciter contre eux les soupçons des foules, ce n'est pas seulement envenimer les plaies faites à la France par l'esprit de parti, c'est pécher contre la patrie, en faussant la notion du patriotisme. La France avait, entre toutes les grandes puissances un privilège, celui de ne compter, chez elle, que des enfants heureux de lui appartenir. Elle n'avait ni Pologne, ni Irlande : c'était son honneur, et c'était sa force. Nous nous vantions à bon droit d'être tous Français en France. Ce privilège, l'aurions-nous perdu, ou voudrions-nous nous en dépouiller nous-mêmes? Les partis ont la manie de s'épurer ; c'est une opération qui leur réussit rarement. Cela est autrement dangereux pour un peuple. S'épurer, c'est souvent s'affaiblir ; que serait-ce, pour un pays comme la France, à population stagnante ?

Une nation n'est pas une Eglise ; elle n'a pas le droit d'excommunier ses membres ou de chasser de son sein les hérétiques, au nom de je ne sais quel dogme ou quelle orthodoxie. C'est pourtant là qu'en arrivent nombre de nationalistes. Ils parlent, ils jugent, ils réprouvent, ils anathématisent dans leurs réunions, comme des Pères de l'Eglise dans un concile. Ils ont pour maxime : « hors des nôtres pas de Français ». Ils tendent à créer, parmi nous, des catégories de suspects qu'ils désignent au peuple comme les auteurs de tous ses maux, et cela sous la forme qui excite le plus les colères populaires, comme les instruments avoués, ou secrets, de l'étranger. Et parmi ces traîtres à la solde de l'ennemi, ou parmi leurs complices, beaucoup n'hésitent pas à ranger les hommes au pouvoir, à commencer par le chef de l'Etat, et ils incitent le pays, chaque matin, à se délivrer de ce joug humiliant. Par quels moyens ? par tous les moyens, la plupart des nationalistes en venant à faire appel à la force, à un coup d'Etat, à l'insurrection de la rue, ou à la rébellion militaire. Contre l'étranger en effet, et contre les traîtres à son service, tout est légitime. Comment avoir des scrupules de légalité quand il s'agit de restituer à la France l'indépendance et l'honneur?

La première chose, l'œuvre urgente, nous dit-on, est de délivrer le pays du syndicat de cosmopolites et de sans-patrie qui l'oppriment ; cela fait, on saura s'arranger entre Français. Tel semble bien le mot d'ordre, sinon le programme, du gros des nationalistes.

L'Affaire le leur a fourni, car le nationalisme doit beaucoup à l'Affaire ; s'il n'en est pas né, il s'en est nourri et il en a vécu. Les cosmopolites, les sans-patrie, je ne dirai pas, avec les sceptiques, que c'est là une race imaginaire, qui n'existe que dans les élucubrations

de cerveaux malades. Non, hélas! s'ils ne sont, en France, qu'une infime et turbulente minorité, les sans-patrie ne sont pas un mythe inventé, pour les besoins de la cause, par le nationalisme. S'ils font ses affaires, c'est, comme il arrive souvent, sans le vouloir ou sans le comprendre, par ignorance ou par fanatisme. Les sans-patrie, on m'excusera de le rappeler, nous nous sommes, personnellement, heurtés à eux, plus d'une fois, durant les cinq dernières années, dans les réunions publiques que nous avions organisées, mes amis et moi, pour la jeunesse des écoles. Là, en plein quartier latin, sans doute parce que nous avions mis le mot de patrie en tête de notre devise, nous avons souvent été obstinément interrompus par des cris de : A bas la patrie! auxquels des oreilles françaises ne sauraient s'accoutumer [1]. Ces blasphèmes contre la patrie, mêlés aux cris de : Vive l'Anarchie! d'où provenaient-ils? Etait-ce de la bouche de députés ou de sénateurs, d'hommes au pouvoir ou de magistrats? Non, ils provenaient de petits jeunes gens souvent imberbes qui, en outrageant ainsi ce qu'il y a de plus sacré pour les cœurs français, s'imaginaient, dans leur cynisme ingénu, faire preuve d'esprits libres et d'esprits forts. Si les nationalistes ne s'en prenaient qu'à ces insulteurs de la patrie, anarchistes ou collectivistes, nous serions avec eux, et la France entière marcherait derrière eux. Mais s'il est dans le bas-fonds de nos grandes villes, des égarés qui font profession de renier la patrie, est-il d'un patriote d'en enfler mensongèrement le nombre, de proclamer devant l'Europe que la France est entre leurs mains? De tous les cris poussés dans la rue ou dans les salles publiques, à une époque où les partis vociféraient si volontiers des outrages de toute sorte contre toutes choses et contre toutes gens, insultant sans scrupules toutes les institutions et toutes les fonctions, comme si, pour nous, le respect et le savoir vivre étaient des superstitions surannées, le cri de : A bas la patrie! le cri même de : A bas l'armée! sont encore des plus rares, de ceux qui par bonheur rencontrent le moins d'écho. De quel droit les attribuer, gratuitement, à des hommes qui souvent ne les réprouvent pas moins que nous? ou ce qui revient au même, de quel droit traiter de cosmopolites et de sans-patrie ceux qui se permettent d'avoir d'autres idées que nous sur le rôle de l'Etat et sur la constitution des pouvoirs publics? ou encore ceux qui ont une opinion différente de la nôtre sur un procès militaire ou sur un procès politique?

Le sentiment de la patrie, grâce à Dieu, est encore vivant dans tous les rangs, dans toutes les classes. L'Affaire elle-même nous en a montré les susceptibilités et la vigueur. Sous ce rapport, notre patriotisme peut se rassurer. Le sentiment national reste si vivace qu'il n'y a qu'à lui faire appel pour faire vibrer le pays. Le nationalisme l'a compris, et de là vient sa force. Pour rallier derrière lui une grande partie de l'opinion, il n'a eu qu'à montrer le patriotisme

1 Voyez les Conférences du « Comité de Défense et de Progrès social » dont la reproduction sténographique a été publiée par la *Réforme sociale*.

mis en danger par le cosmopolitisme. Cela, certes, la plupart des nationalistes l'ont fait de bonne foi; mais il ne faudrait pas qu'en surexcitant le patriotisme contre les soi-disant cosmopolites, ils eussent l'air de s'en faire un instrument de puissance et, tranchons le mot, une réclame électorale.

Le patriotisme n'est le monopole d'aucun parti et, dès lors qu'il s'érige en parti, le nationalisme n'a pas le droit de confondre tous ses adversaires, sous le vague nom de cosmopolites.

Le reproche de cosmopolitisme, d'internationalisme, est de ceux dont les patriotes doivent user avec le plus de scrupules ; il est mal défini; il prête à l'équivoque et, comme l'accusation de former un Etat dans l'Etat, il peut souvent se retourner contre les imprudents qui s'en servent. C'est un des griefs de l'anticléricalisme, comme c'est un des griefs de l'antisémitisme. C'est un de ceux que les factions et les sectes se renvoient le plus volontiers. Il a été lancé, tour à tour, contre les partis les plus divers, contre presque tous les groupes religieux ou politiques, contre les juifs, contre les protestants, contre les catholiques et les congrégations, contre les francs-maçons et contre les socialistes, si bien que tous les hommes dont la foi religieuse ou les espérances sociales dépassent les étroites limites de la patrie, tous ceux qui ont des coreligionnaires au dehors, en seraient plus ou moins atteints. A ce compte, la majorité des Français seraient des cosmopolites.

Il ne faut pas cependant que, sous prétexte de patriotisme, on prétende nous cloîtrer, nous murer à l'intérieur de nos frontières mutilées, nous interdisant toute communion de croyances, d'idées ou de sentiments avec le dehors. Ce serait rétrécir l'horizon intellectuel et moral de la France, et rogner les ailes de notre génie national qui, de tout temps, a plané, au loin, sur le monde. Pour être Français, nous ne sommes pas contraints de nous excommunier nous-mêmes de l'humanité ; ce serait, au contraire, une manière d'être infidèles à l'idéal de la France. Toute religion a ses superstitions qui la déparent; et il en est de la religion de la patrie comme de l'autre; elle prend, chez certains de ses dévots, une étroitesse d'esprit, une sorte de bigoterie plus faite pour en dégoûter que pour la faire aimer. C'est une des raisons pour lesquelles nous entendons parfois blasphémer la patrie, comme d'autres blasphèment le nom de Dieu. S'ils veulent relever le culte de la patrie, il importe que les nationalistes se mettent en garde contre de tels excès ; ou bien serait-il vrai que, pour le vulgaire, il ne puisse y avoir de religion sans superstition ou sans fanatisme?

Lorqu'au lieu de planer au-dessus des luttes politiques, la religion s'abaisse à s'y mêler, elle risque fort de s'y amoindrir. Peut-être les apôtres du nationalisme oublient-ils trop ce péril, quand ils prétendent se constituer en parti. Quelle sera la politique d'un parti national, si ces deux mots, national et parti, peuvent s'accoupler? Entend-on par politique nationale celle qui ferait profession de se

rattacher aux traditions de la vieille France, le nationalisme, s'il était logique, devrait être royaliste, car c'est la royauté qui a fait l'unité française. Mais ainsi ne l'entendent pas la plupart des nationalistes. Ils ne remontent pas si haut dans le passé ; s'ils se réclament parfois des traditions de la France, ils semblent peu soucieux d'en renouer la chaîne. Quelle est donc leur politique? En quoi est-elle spécialement française ? par où mérite-t-elle le titre de nationale ? Est-ce parce qu'ils se donnent comme les amis et les défenseurs de l'armée, identifiant l'armée et la France, comme si, dans cette patrie française qu'ils prétendent glorifier, sur ce vieux sol gaulois raviné par les révolutions, il ne restait debout qu'une chose, la caserne, et comme si toute l'âme et tout le génie de la France tenaient dans la giberne du soldat. Ce serait là une étrange façon d'entendre le patriotisme et une dangereuse manière de défendre l'armée. S'agit-il de maintenir l'armée, à sa haute place, dans la nation, de l'honorer, de la fortifier, nous sommes assurément d'accord avec les nationalistes. Nous croyons nous aussi, que dans l'Europe que nous a léguée Bismarck, à une époque où les forts semblent en train de se partager la planète, notre vieille France, avec sa frontière démantelée, a, plus que jamais, besoin d'une armée ; et comme nous voulons la France grande et libre, nous voulons qu'elle ait, pour rempart de son indépendance, une armée forte et respectée, mais aussi une armée discipline et respectueuse des lois. Vive l'armée! crions-nous volontiers avec les nationalistes, sans avoir toutefois la naïveté de croire tout sauvé par là. Vive l'armée! c'est un beau cri, un cri bien français, surtout lorsqu'il est dégagé de toute arrière-pensée et qu'il part spontanément du cœur, au passage du drapeau devant lequel les têtes se découvrent. Vive l'armée! cependant, ne saurait tenir lieu de politique. Vive l'armée! ne peut suffire à tout ; et s'il est proféré avec des sous-entendus, comme une menace contre les pouvoirs légaux ou comme une provocation à la révolte, ce beau cri est moins fait pour rassurer les patriotes que pour les inquiéter. Veut-on que l'armée soit vraiment la force et l'honneur de la France, il faut qu'elle demeure, tout entière, à sa mission sacrée. L'arracher à son devoir de sentinelle vis-à-vis de l'étranger pour la jeter, malgré elle, dans la tourmente de nos luttes intestines, c'est la compromettre et la déshonorer ; c'est trahir à la fois l'armée et la patrie. Ce serait-là, dans une république, un crime national qui, sous prétexte de relever la France, la précipiterait, définitivement, dans une décadence mortelle ; car faire, de l'armée française, une armée hispano-américaine, ce serait faire, de la République française, une République espagnole. Si la France doit demeurer en république, encore faut-il que la légalité y soit respectée, car une république de coups d'Etat et de coups de force, c'est le gouvernement des pays en dissolution.

Par bonheur pour la France, l'armée a une plus nette conscience de son honneur et de ses devoirs que nombre de ses bruyants panégynistes. L'armée, elle-même, est sourde aux incitations des téméraires

qui l'exhortent à sortir de sa glorieuse mission. Après l'appel à l'armée, il reste aux nationalistes l'appel à la rue et l'appel au peuple. C'est de ce côté que se tournent les plus ardents du parti. L'appel au peuple devient la consigne de ceux d'entre eux qui se piquent d'avoir un programme, ce qui, on le sait, n'est pas le grand nombre ; la plupart se contentent de vagues et incohérentes déclamations contre leurs adversaires, si bien que le nationalisme, puissant comme parti d'opposition, risquerait fort de rester impuissant, comme parti de gouvernement. A-t-il, vraiment, une politique, il se présente comme une protestation contre la République parlementaire. S'il ne s'en prenait qu'aux abus qui ont discrédité, chez nous, le parlementarisme ; s'il se donnait pour mission d'établir un plus juste équilibre des pouvoirs, de faire rentrer les députés dans leur rôle naturel, de limiter, en matière financière, leur droit d'initiative, de fortifier l'autorité morale sinon les droits légaux du pouvoir exécutif, la plupart des libéraux applaudiraient aux efforts du nationalisme. Voilà déjà des années que nous répétons que la France a un impérieux besoin de réformes, mais nombre de nationalistes ne veulent pas se contenter de réformes. Ils se déclarent pour la méthode de la table rase, c'est-à-dire pour la vieille méthode révolutionnaire. Il leur faut, à tout le moins, une revision constitutionnelle profonde, avec l'instrument des grandes révolutions cher à la tradition française, avec une Constituante. Peu leur importe de donner la main, par là, aux radicaux, aux révolutionnaires, à tous les ennemis de la République et de la Société. Ils réclament la revision par l'appel au peuple.

Des hommes, qui dénoncent, chaque jour, la stérile omnipotence et les usurpations des députés que nous envoie le suffrage universel, mettent toutes leurs espérances dans une Constituante, dans une assemblée unique, dans une Convention toute-puissante, élue par le suffrage universel ! Ne les raillons pas trop ; ils sont hélas ! les dupes d'une vieille erreur française, d'une superstition bien nationale, et à ce titre, ils ne méritent que trop le nom de nationalistes. Ils sont bien les fils de leurs pères ; comme eux, malgré les déceptions de tant de révolutions, ils restent persuadés que, pour guérir la France et pour sauver le pays, il n'y a, selon les procédés de l'abbé Siéyès, qu'à changer la machine constitutionnelle. Dans leur foi aux vieux remèdes et à l'efficacité mécanique d'une Constitution, ils ne voient point que ce qu'il faut modifier et corriger, avant tout, ce sont les hommes, les préjugés, les mœurs, chose autrement sérieuse, et autrement efficace, mais hélas ! aussi, autrement malaisée qu'un coup d'Etat ou qu'une revision constitutionnelle.

Cette revision, qu'ils réclament, d'accord avec les radicaux, comment l'entendent les chefs les plus populaires des nationalistes, ceux qu'ils acclament, bruyamment, sinon comme les sauveurs au moins comme les précurseurs du sauveur à venir ? Quel doit être l'objet de la nouvelle Constitution ? Ce doit être, nous dit-on, de rendre la République au peuple et la souveraineté au suffrage universel. Pour avoir la République du

peuple, il faut que tous les pouvoirs émanent directement du peuple. Qu'est-ce à dire? est-ce là une nouveauté dans notre histoire? ou ne vous semble-t-il pas y reconnaître la pure tradition révolutionnaire, en même temps que la pure tradition impériale, car toutes deux découlent du même principe? Parmi les dogmes qu'a légués à ses croyants la Révolution, il nous semblait que le plus dangereux, comme le plus spécieux, celui dont les politiques et les philosophes nous avaient montré, à l'envi, les périlleuses équivoques, c'était le dogme de la souveraineté du peuple. Aucun n'a tenu plus de place dans le catéchisme révolutionnaire. Les coryphées du nationalisme en veulent faire, à leur tour, le fondement de leur politique et la base de leur république. Ils traitent d'usurpateurs tous les pouvoirs qui ne procèdent pas, directement, de la souveraineté populaire. Cette souveraineté, ils veulent la restaurer dans sa plénitude : ils le proclament du moins, affectant d'attendre d'elle le salut, comme si les choix du peuple allaient devenir infaillibles. Il ne leur suffit pas que le suffrage universel nomme les députés, ils exigent qu'il nomme, de même, directement, les sénateurs et le président de la République. L'investiture populaire est, pour eux, comme pour les révolutionnaires, la panacée universelle. C'est un point sur lequel il nous est malaisé de partager leur foi. Chose curieuse, du reste, parmi ces nationalistes, épris de ce qu'ils appellent la République du peuple, la république plébiscitaire, qui veulent faire élire le Sénat comme le chef de l'État par le suffrage universel, nous retrouvons, à côté des adversaires avérés de la République, les contempteurs traditionnels du suffrage universel, ceux qui, dans les salons, ne cessent de rejeter tous nos maux sur sa corruption, sur ses ignorances et ses préjugés. Des hommes qui n'ont pas assez de sarcasmes pour les députés élus par la voix populaire, veulent relever le Sénat et purifier l'Élysée, en remettant au peuple le choix des sénateurs et du président. Des politiques qui se plaignent, non toujours sans raison, de l'imprévoyante présomption des électeurs et des corrompantes intrigues des élections, prétendent livrer la France, pendant des semaines, aux troubles d'une élection présidentielle. Ainsi, seulement, disent-ils, la France possédera un pouvoir fort élevé par son origine au-dessus des partis; et, à l'heure actuelle, nombre de patriotes ne demandent qu'une chose, un pouvoir fort, sans se préoccuper de l'usage qu'il ferait de sa force.

Les plébiscitaires trouvent, il est vrai, à l'étranger, des modèles à nous offrir, car s'ils peuvent s'en appuyer, leur nationalisme ne répugne pas à prendre modèle sur l'étranger. Ils nous vantent l'exemple des États-Unis, comme si, entre une fédération telle que les États-Unis et un pays centralisé tel que la France, tout n'était pas différent; comme si, en Amérique même, d'autres républiques, qui passent sans cesse des conspirations à la guerre civile et de l'anarchie à la dictature, ne nous apprenaient pas où risqueraient de nous conduire les compétitions électorales pour la présidence. Pareilles perspectives

rendent, en vérité, la république plébiscitaire peu engageante. Les nationalistes qui nous l'offrent se vantent de nous apporter une république américaine. Une république d'Amérique peut-être ; mais qu'ils prennent garde que ce ne soit une république sud-américaine.

Quand ils célèbrent les bienfaits de la République plébiscitaire, la plupart, du reste, se soucient peu des Etats-Unis. Ce n'est pas un Washington qu'ils appellent de leurs vœux. Tout autre est leur idéal. Ce qu'ils rêvent, c'est chose à leurs yeux plus française, une république autoritaire, pour ne pas dire dictatoriale. Une république consulaire, avec un premier consul de rencontre, comme si on avait toujours, sous la main, un Bonaparte retour d'Egypte ; une sorte d'Empire anonyme, avec une façon d'empereur sans aigle et sans couronne, tel semble l'idéal de nombre de braves gens qui croient y retrouver la vraie république nationale. Et, naturellement, ils sont encouragés, dans cette patriotique conviction, par les impérialistes qui se considèrent, déjà, comme les héritiers naturels du nationalisme, et qui espèrent bien que, tout comme en 1804 et en 1852, la république plébiscitaire se consoliderait vite en monarchie césarienne. Si les leçons de l'histoire ne sont pas perdues pour eux, que les nationalistes prennent garde de faire le lit de l'Empire. La pièce qu'ils nous invitent à jouer, nous en connaissons le dénouement. Le césarisme, masqué ou découvert, césarisme honteux et sans honneur, tel serait, en France, le dernier terme d'une pareille politique. Alors même qu'on serait affranchi de tout préjugé sur la forme du gouvernement, comment ne pas se demander si, pour notre France, une pareille république peut être présentée comme un port de salut ? Militaire ou civile, une république plébiscitaire ne serait, chez nous, qu'une forme de gouvernement bâtard, réunissant les défauts de la République aux défauts de la monarchie, sans posséder les avantages d'aucune des deux. La paix intérieure qu'on semble attendre d'elle serait précaire. Je sais que, aujourd'hui, bien des Français déclarent qu'ils se contenteraient de quinze ans de tranquillité. Notre patriotisme serait plus exigeant, mais ces quinze ans même, bien téméraire qui oserait nous les assurer. Une République dictatoriale et militaire pourrait-elle se passer longtemps du sacre de la gloire ? et les lauriers dont il lui faudrait parer son front, où les irait-elle cueillir ? Par quels charmes saurait-elle contenir les bouillonnantes ardeurs de l'orgueil national que les feuilles nationalistes surexcitent, contre tous nos voisins, à la fois.

Les inquiétudes de notre patriotisme ne nous permettent pas de le taire, plus d'une imprudence, en ce sens, a déjà été commise au nom du nationalisme. Il ne semble pas que ses méthodes de polémique ou que ses attitudes menaçantes soient de nature à augmenter la sécurité ou la considération de la France. Il n'est pas loin le temps où nous aimions à entendre dire que tout étranger a deux patries, la sienne et la France. Le nationalisme a changé tout cela ; l'Affaire lui a fourni l'occasion de représenter la France comme l'objet de la haine

des peuples. A l'heure où nous convoquions le monde à notre Exposition universelle, était-ce bien servir la dignité ou les intérêts de la France? Dans l'ardeur de leur passion, trop de nationalistes n'ont pas rougi de se faire, des échecs de notre politique, une arme de parti, si bien qu'ils ont mérité qu'on les traitât d'exploiteurs des humiliations nationales. Le langage de ceux qui se donnent comme leurs chefs n'est pas fait pour nous rassurer; nous le voudrions plus prudent, mais dans les affaires du dehors, tout comme dans la politique intérieure, ils taxent la prudence de pusillanimité, et certains nous pousseraient volontiers aux aventures sur terre et sur mer à la fois. Au lieu d'enseigner au peuple le tact, le sang-froid, la possession de soi-même, qui seules permettent aux nations une politique suivie et féconde, ils encouragent, trop souvent, chez lui, ce qui, tant de fois, nous a été funeste, les illusions décevantes et les manifestations vaines. On retrouve, trop fréquemment, chez eux les boulevardiers qui mettaient naguère leur patriotisme à barrer l'entrée de l'Opéra au cygne de Lohengrin. S'ils ont préconisé l'alliance russe, ils en méconnaissaient, hier encore, le caractère pacifique, comme au temps où M. Déroulède, parcourant la Russie, se flattait de l'entraîner, à notre suite, à une guerre de revanche. Aveugles à des périls peut-être prochains, ils ne semblent pas voir que la France ne peut s'exposer, simultanément, à la double inimitié de l'Allemagne et de l'Angleterre, et que si elle veut tenir tête à l'une dans le monde, il lui faut se concilier l'autre en Europe. Voilà, semble-t-il, assez de raisons pour qu'un ami de la liberté et de la paix se défie des plébiscitaires nationalistes. Si excellentes que soient leurs intentions, la France, entre leurs mains, ne serait pas plus en sûreté au dehors qu'au dedans. Leur politique nous semble, à la fois, trop radicale et trop confuse dans ses visées, trop violente et trop révolutionnaire dans ses procédés, trop bigarrée et trop équivoque dans son personnel, trop brouillonne enfin, trop provocante et téméraire vis-à-vis de l'étranger, pour être l'instrument du relèvement national. A notre grand regret, il nous faut y voir un danger plutôt qu'une espérance.

Il a beau prétendre fortifier la France en en refaisant l'unité, le nationalisme est plutôt, pour nous, une menace et une faiblesse. La raison en est simple; c'est que, par ses violences et par ses anathèmes, le nationalisme a menti à son nom et à son programme, à tel point que j'oserai dire que, si le patriotisme nous unit, le nationalisme nous divise.

LE SOCIALISME ET L'ANTICLÉRICALISME

I. — Le Socialisme.

S'il n'est pas né de l'Affaire, s'il la dépasse, singulièrement, par ses prétentions et ses aspirations, le socialisme, lui aussi, s'en est nourri et en a vécu, durant des mois. Il l'a exploitée, tout comme le nationalisme, bien qu'en sens inverse. Tandis que ce dernier se donnait pour le seul représentant de l'idée de patrie, le socialisme affectait de se dire le seul défenseur de l'idée de justice, comme si ces deux grandes choses, la Patrie et la Justice, pouvaient être séparées dans un pays tel que la France, ou comme si le patriotisme ne se refusait pas à tolérer un pareil divorce. Pas plus que l'idée de patrie, l'idée de justice n'est le monopole d'aucun parti. En vain, les socialistes s'efforcent-ils de l'accaparer, aux yeux de la jeunesse ou aux yeux des masses. Ce n'est pas que nous mettions en doute leur bonne foi ou leur amour de la justice. Socialistes ou nationalistes, nous ne voulons suspecter la sincérité de personne, fût-ce de nos adversaires. Nous croyons que c'est mal servir la France que de traiter de criminels ou de vendus ceux qui ne pensent pas comme nous. Ce que nous reprochons aux socialistes, ce n'est pas d'avoir sans cesse sur les lèvres le mot de justice, bien que ce mot, nous ne l'entendions pas toujours de la même façon qu'eux ; c'est de s'être faits les exploiteurs de cette idée de justice, et de s'en être attribué le monopole, comme les nationalistes ont fait de l'idée de patrie ; c'est d'avoir prétendu, eux aussi, convertir l'Affaire qui nous divisait en instrument de parti, jusqu'à se présenter, à nous, comme les seuls défenseurs de la République et du Droit. Prétention inadmissible, pour les Français qui ont encore souci de la liberté et de la prospérité de la France. Car, alors même que les socialistes se seraient montrés, ce que les faits ne nous permettent pas de leur concéder, les seuls champions du Droit et de la Justice, cela ne prouverait pas la vérité du socialisme, ni le bien fondé de ses thèses sur l'Etat, sur la famille, sur l'héritage, sur la propriété. Ces grandes questions sociales n'ont rien à démêler avec le procès de Rennes. Elles ne sauraient se trancher par des sympathies ou par des antipathies. Les socialistes ont beau se draper, devant le pays, dans le manteau de la justice, leurs doctrines n'en sont ni plus certaines ni moins dangereuses.

C'est là une vérité qu'il importe de rappeler, car beaucoup, autour de nous, semblent en train de la méconnaître. Il s'établit, au profit du socialisme, une confusion entre ses vagues aspirations vers la justice et ses théories économiques et politiques. C'est là, en grande partie, ce qui fait sa force. D'où provient, en effet, soyons juste envers lui, son

ascendant sur les masses et sur tant de nobles esprits? Est-ce, uniquement, de l'appel aux appétits, à la faim, à l'envie, à la haine? Non assurément ; sa force grandissante vient de ce que, au lieu de s'adresser toujours aux instincts vils et violents, il invoque, en même temps, avec une éloquence retentissante, les idées généreuses, les hautes aspirations, trop souvent oubliées ou raillées de notre âge matérialiste, ces idées, d'origine chrétienne, qui sont l'honneur de notre civilisation, et qui, en dépit de toutes les réclames sacrilèges, gardent toujours une prise sur les âmes jeunes, comme sur l'âme populaire, les idées de justice, de fraternité, de solidarité entre les hommes et entre les nations. Le socialisme a su se faire là de belles et nobles patronnes, et l'on comprend qu'elles valent des prosélytes à ceux qui se présentent en leur nom. C'est, en un mot, qu'à l'inverse des politiques terre à terre uniquement préoccupés des intérêts, le socialisme apporte aux peuples un idéal, si bien qu'on a pu le donner comme un signe de la renaissance de l'idéalisme, quoique, par d'autres côtés, on y puisse retrouver le produit du matérialisme philosophique du siècle et du grossier positivisme des foules. C'est, en tout cas, grâce à cette invocation à l'idéal, modulée en de mélodieuses variations par d'habiles virtuoses, comme un appel d'en haut à la porte d'un nouvel Eden, que le socialisme, tel qu'un Orphée populaire à la lyre enchanteresse, suscite tant de jeunes enthousiasmes et entraîne, derrière lui, tant de braves cœurs, en dehors même des masses qui attendent de lui le pouvoir et le bien-être. Je lui pardonnerais beaucoup, quant à moi, sans, pour cela, croire davantage à ses dogmes, si ses adeptes étaient toujours fidèles à ce haut idéal ; s'ils restaient, jusque dans leurs chimères, les chevaliers de la Justice et les missionnaires de la Fraternité ; s'ils combattaient, avant tout, pour guérir l'âme et le corps du peuple de ses maladies morales ou de ses tares physiques, pour libérer sa conscience de la servitude des vices dégradants ; si, pareils aux premiers chrétiens, avec lesquels ils ne dédaignent pas de se laisser comparer, ils apportaient, vraiment, à notre monde plus vieux et peut-être aussi malade que le monde romain, un évangile de paix et d'amour.

Mais est-ce bien ce que font, en vérité, dans leurs épîtres à leurs frères, ou dans la solennité de leurs conciles nationaux ou internationaux, les apôtres de cette nouvelle religion qui prétend, à son tour, transformer la face du monde? Comme d'autres évangélistes, dont l'humanité avait béni la venue, ne sont-ils pas, eux aussi, infidèles à leur idéal et, sous le couvert de l'amour fraternel, n'est-ce pas l'envie, la rancune et la haine qu'ils vont, d'habitude, prêchant aux foules rassemblées autour d'eux? La guerre de classes ne demeure-t-elle pas le dernier mot de leur catéchisme? Les Pères de leur Eglise ne l'ont-ils pas proclamé dans leurs derniers synodes? Pour sentir ce que fait, de la doctrine de fraternité, le dogme de la guerre de classes, il n'y a qu'à laisser les socialistes entonner en chœur leurs chants de fête. Nous les avons entendues, ces hymnes de

l'Eglise nouvelle, la *Carmagnole*, le *Ça ira*, avec *les Bourgeois on les pendra* ! Voila les psaumes et les cantiques de la liturgie socialiste ; voilà comment s'exprime, à la fin de leurs agapes fraternelles, l'idealisme humanitaire des nouveaux prophètes. Après cela, comment se scandaliser, s'il est encore de bonnes âmes qui, à ces refrains révolutionnaires, préfèrent la vieille chanson et l'antique acte de charité de la foi ancienne?

Le socialisme a la légitime ambition de devenir un grand parti, et à mesurer le nombre de ses adherents, le zèle de ses prosélytes et l'intelligence de ses chefs, il y est déjà parvenu ; que ne se dégage-t-il des grossièretés de la rue et des gamineries d'estaminet ? Le socialisme prétend se montrer un parti de gouvernement, et l'on ne peut plus le défier d'y réussir, puisque plusieurs de ses chefs sont entrés au ministère et que le groupe socialiste est, à la Chambre, le plus ferme appui du Cabinet. Des lors, pourquoi n'abandonne-t-il pas, au Palais Bourbon, les vociférations indécentes et les méthodes tapageuses des oppositions sans force numérique ou sans autorité morale, qui n'attendent rien que du vacarme et du scandale ? Le socialisme, enfin, compte aujourd hui dans ses rangs un grand nombre « d'intellectuels » issus de la bourgeoisie ; il accueille à bras ouverts tous les jeunes gens qui viennent à lui, des bancs de l'Université ou des hautes écoles ; par quelle contradiction s'opiniâtre-t-il à faire de la lutte de classes la pierre angulaire de son programme et de sa politique ? Serait-ce que, dans tous les partis, la direction doit rester aux plus violents et que, de tous les appels aux sentiments humains, l'appel à la haine est encore le mieux compris?

La guerre de classes reste le mot d'ordre des socialistes. La transformation sociale qu'ils nous promettent, ils persistent à la chercher, non dans la conciliation des droits et dans l'union des cœurs, mais dans l'antagonisme du patron et de l'ouvrier et dans le conflit des intérêts. La Jérusalem de leurs songes, leur future cité fraternelle, ils en confient l'érection à la haine. S'ils protestent contre le militarisme, s'ils font appel à la paix entre les peuples, c'est pour enrégimenter, les uns contre les autres, les citoyens d'un même pays. Aux rivalités nationales, aux conflits de peuple à peuple, à tout le moins intermittents, ils menacent de substituer une guerre intestine, de tous les jours, entre Français. Ces fervents apôtres de l'humaine solidarité en viennent, comme les antisémites, à prêcher la division et la guerre. Comme les nationalistes, ils font, eux aussi, des catégories entre Français, suscitant l'esprit de classe, s'efforçant de constituer ceux qu'ils appellent les travailleurs en caste fermée, excluant de leur France socialiste des milliers de Français, non plus sous prétexte de religion ou de race, mais ce qui ne vaut pas mieux, sous prétexte de classe ou de profession ; rangeant les hommes en deux camps, selon la coupe de leurs habits ou la forme de leur chapeau ; réclamant, pour les travailleurs manuels, le monopole du pouvoir ; écartant, sauf d'inconséquentes exceptions, comme amis ou

suppôts du bourgeois détesté, tous ceux qui n'ont pas la main calleuse, sans paraître s'apercevoir que, avec les bourgeois, ils excommunient la plupart des Français qui ont fait la gloire et la force de la France.

Certes, le plus grand nombre de nos socialistes sont de bonne foi (en dehors, au moins, de ceux qui s'intitulent internationalistes), lorsqu'ils repoussent, comme une injure imméritée, le nom de sans patrie ; mais s'ils demeurent des patriotes, ou s'ils se persuadent qu'ils le sont, beaucoup d'entre eux méconnaissent les conditions d'existence des nations modernes. Emportés par leur rêve ou aveuglés par les mirages de leurs chimères, ils ne voient pas que l'Europe reste un camp où les forts seuls ont le droit de vivre. Comme ils forment un parti de classe ou de caste, ils sont enclins à subordonner l'intérêt national aux intérêts de classes. Le socialisme se vante d'avoir pris, dans le cœur du peuple, la place de la religion, mais cette religion sociale qui, elle aussi, a ses fanatiques, il ne craint pas d'en mettre les dogmes ou les suspertitions au-dessus de l'idée de patrie. Par là, qu'il en ait conscience ou non, il tend à rapetisser ou à déformer le sentiment national, justifiant, à son insu, les reproches des nationalistes. Il ne se fait pas scrupule, aux fêtes démocratiques, d'élever drapeau contre drapeau, comme si, au noble étendard de la France, il préférait la rouge bannière du prolétariat international. Dans sa hâte de s'emparer du pouvoir, au profit de ce qu'il appelle le quatrième État, il s'attaque, simultanément, à toutes les institutions qui ont fait la force de la France, comme s'il ne pouvait régner que sur des ruines.

L'armée, la force nationale organisée, l'armée demeurée, malgré tout, le rempart de notre indépendance, semble devenue l'ennemie de nos socialistes, comme si l'ère de la paix universelle s'était déjà levée sur le monde. On l'a bien vu, durant l'Affaire. Si, après des hésitations dont ils n'ont pu effacer toutes les traces, le gros des socialistes s'est jeté du côté opposé à l'état-major, cela n'a point toujours été par pur amour de la vérité et de la justice. C'est qu'ils ont vu là un moyen de déconsidérer l'armée et de discréditer l'esprit militaire, imputant, audacieusement, à tous les chefs la faute de quelques-uns, appliquant, eux aussi, à l'armée, non pour la justifier, mais pour la condamner, l'inique théorie du bloc. Socialisme semble, ainsi, devenu synonyme d'antimilitarisme ; et si manifeste a été la passion contre l'armée des feuilles collectivistes qu'elle a singulièrement affaibli la portée de leurs plus éloquents plaidoyers en faveur de la justice. Par les excès même de sa polémique, durant cette retentissante campagne, le socialisme a poussé aux excès, en sens inverse, des nationalistes. Il a été, malgré lui, un des principaux fauteurs du nationalisme, car il a révolté l'instinct national qui sent, confusément que, dans l'Europe de la Triple Alliance, la France ne saurait se passer d'une armée, et qu'il n'est pas d'armée sans discipline et sans esprit militaire.

Cette vérité, le socialisme s'obstine à la méconnaître, et quand son

principe l'y contraindrait, nous ne saurions le lui pardonner. Certes, bien des choses nous séparent de lui ; nous ne pouvons accepter ni ses utopies, ni ses sophismes, ni ses déclamations, ni ses violences ; il ne nous est pas permis de tolérer les équivoques de sa propagande, et nous devons démasquer le double visage sous lequel il se présente tour à tour aux ouvriers et aux paysans. Nous ne saurions, surtout, lui passer d'envenimer les souffrances du peuple et d'aigrir l'âme populaire en y versant, chaque jour, les rancunes et la haine. Mais, quand il ne nous aurait pas montré son dédain des libertés individuelles et son peu de souci des droits de la conscience et de la famille; quand il ne mettrait en péril ni la propriété privée, ni la richesse publique, et qu'il ne nous menacerait pas d'un appauvrissement universel dont les petits et les humbles seraient les premières victimes; quand nous n'aurions, contre lui, ni griefs économiques, ni griefs moraux, nous aurions toujours à défendre, contre le socialisme, les organes essentiels de la puissance française, et cela seul nous forcerait à le regarder comme un danger pour la grandeur et pour l'indépendance même de la France.

II. — Anticléricalisme.

Il est un autre parti, ou si l'on aime mieux, une autre doctrine, qui s'allie souvent au socialisme et qui, aux esprits libres, inspire encore plus de répugnance, parti tout négatif, fait de préjugés invétérés, de haines sectaires et d'autoritarisme jacobin, le tout recouvert d'un menteur vernis de libéralisme et paré d'une pédantesque défroque scientifique. On sent que nous voulons parler de l'anticléricalisme.

S'il n'avait d'autre but que de défendre, contre des prétentions surannées, la souveraineté de l'Etat et l'indépendance de la société civile, nous ne serions pas des derniers à combattre, avec lui, les adversaires attardés de la liberté politique ou de la liberté de penser. Mais à cela ne se bornent pas, aujourd'hui, chez la plupart de ses adeptes, les efforts de l'anticléricalisme. Pour la plupart d'entre eux, « clérical » est devenu synonyme de catholique ; tout homme fidèle à la vieille Eglise est un adversaire secret ou déclaré, qui doit être tenu en suspicion et qui mérite d'être écarté de toute fonction publique. Au lieu d'un instrument d'émancipation, l'anticléricalisme menace ainsi de se montrer, pour une notable portion du pays, un agent de discorde et d'oppression. Bien plus, l'anticléricalisme, chez nombre de ses fervents, emporté, à son tour, par un zèle fanatique, en vient à s'attaquer, par delà le clergé et par delà l'Eglise, à tout vestige de l'idée chrétienne, à toute trace du sentiment religieux, à la notion même de Dieu, comme à de périlleuses et d'immorales superstitions, que l'Etat doit s'efforcer de déraciner. L'anticléricalisme finit ainsi par devenir une sorte de cléricalisme retourné, animé, lui aussi, d'un esprit de secte, intolérant des croyances d'autrui et jaloux,

à son tour, d'employer contre elles l'autorité publique et l'ascendant du pouvoir. Cet anticléricalisme sectaire, infidèle aux idées de tolérance dont il prétend se couvrir, les libéraux, demeurés respectueux de la liberté et des croyances d'autrui, sont contraints de le repousser, parce qu'au lieu d'un défenseur de la liberté de penser, force leur est de voir en lui un adversaire de la liberté religieuse.

S'il ne forme pas, à proprement parler, un parti, l'anticléricalisme est l'âme ou le principe du radicalisme. Il est le lien habituel de la concentration républicaine, lien fait d'antipathies et d'inimitiés communes, plutôt que de communes convictions. Opportunistes, radicaux, socialistes communient dans la haine de la soutane et dans l'effroi de la cornette des sœurs.

Cet anticléricalisme, prétentieux et vulgaire à la fois, arme favorite des politiciens dans l'embarras, de naïfs adeptes nous le donnent comme l'émancipateur prochain de l'intelligence française et le fondateur de la liberté future, comme le seul ou le meilleur garant de l'unité nationale. Ces promesses, les faits et les actes nous ont montré ce qu'elles valent. A le voir à la besogne, l'anticléricalisme militant ne procède guère autrement que l'antisémitisme, si bien qu'on peut dire que, à bien des égards, ils ne sont que la contrepartie et comme le pendant l'un de l'autre. Tous deux ont volontiers recours aux mêmes méthodes de propagande ou de polémique, ne craignant pas de faire appel aux préjugés et aux passions des foules, ne reculant pas devant les insinuations calomnieuses et les légendes mensongères; grossissant, démesurément, la force ou la fortune d'adversaires, réels ou imaginaires; ne réclamant rien moins contre eux que la confiscation et la proscription. Avec les mêmes terreurs enfantines ou simulées, ils cherchent, l'un et l'autre, aux événements des causes occultes, signalant partout la main de spectres mystérieux, l'un voyant partout le col blanc du jésuite, comme l'autre voit partout l'or du juif. Ainsi que l'antisémite, l'anticlérical prétend libérer le sol français de la domination étrangère et rétablir, parmi nous, l'unité morale de la nation; et tout comme l'antisémite, il commence par établir des catégories entre Français, il ne se fait pas scrupule de couper en deux la France, déchirant, de ses mains, cette unité nationale qu'il prétend resserrer. De même, l'anticléricalisme nous promet d'établir, à jamais, le règne de la liberté et, pour en préparer les fondements, il se hâte de supprimer la liberté d'enseignement et la liberté d'association. Il nous annonce la paix religieuse par la neutralité de l'Etat, et, sous prétexte d'établir la paix, il nous précipite dans les querelles confessionnelles.

Pourquoi ces contradictions entre les doctrines et les actes? C'est que, pour les plus ardents de ses adeptes, l'anticléricalisme n'est qu'un instrument de règne, à moins qu'il ne soit une façon de secte. L'anticlérical, en effet, n'est souvent qu'un clérical à rebours, dont le zèle iconoclaste prétend renverser, de leurs autels branlants, Dieu et le Christ, pour y placer la Raison et l'Humanité. En ses révoltes contre

la vieille foi, il apporte une intolérance tranchante et un prosélytisme arrogant, dogmatisant avec hauteur, comme si, du portique des temples de la Science, il parlait vraiment au nom de la Raison infaillible.

Cet anticléricalisme sectaire, comment s'étonner qu'il apporte, partout, en politique, l'esprit de secte, se rendant, trop souvent, coupable de ce qu'il reproche amèrement aux cléricaux? Il ne craint pas de mettre les intérêts de la libre-pensée, ce qu'il appelle les intérêts de la Raison et de la Science laïques, au-dessus des intérêts nationaux. Il ne lui répugne point de se faire, à cet égard, le complice de nos adversaires ou de nos rivaux, pour peu qu'il ait chance de faire pièce à une soutane ou à un tricorne. Ne l'entendons-nous pas, chaque année, réclamer avec une ignorante infatuation, le retrait de notre ambassade auprès du Vatican, l'abandon de notre protectorat religieux, la dispersion des Congrégations et des Missions, la fermeture de leurs écoles et de leurs noviciats? Ne lui dites pas qu'en Orient, en Asie, en Afrique, dans le monde entier, les missionnaires et les religieux de toute robe sont les principaux et souvent les seuls propagateurs de la langue et de l'influence françaises. En face des intérêts de la laïcisation, qu'importe à l'anticlérical le rôle de la France dans le monde? Son unique souci est le triomphe du dogme nouveau et de la politique laïque.

Cet anticléricalisme sectaire, honte des esprits vraiment libres, était en baisse, il y a quelques années; à l'honneur de la France et de la République, il paraissait vieilli, démodé, suranné. La large politique de Léon XIII semblait lui avoir enlevé ses forces, sinon sa virulence. Comment s'est-il tout à coup ranimé, plus menaçant que jamais? Comment l'intelligente initiative du grand pape n'a-t-elle pas produit des effets plus abondants et plus durables? C'est, il faut bien le dire, que l'anticléricalisme s'est, lui aussi, retrempé dans l'Affaire. Il a pris prétexte des violences de quelques feuilles soi-disant religieuses et des emportements d'un antisémitisme soi-disant catholique, pour identifier le clergé avec les vilenies de l'antisémitisme et pour réclamer, contre les congrégations et contre l'Eglise, des mesures de défense nationale, analogues à celles réclamées par les antisémites contre les juifs et contre la Synagogue. C'est en vain que, dans toute la procédure de l'Affaire, il a été malaisé de surprendre l'ingérence du clergé; on a accusé les Pères d'avoir tout conduit dans l'ombre. Cela est de tradition, pour l'anticlérical. Des esprits soupçonneux, tout pleins des vieilles légendes sur « la Congrégation », ont découvert, dans les incidents de l'Affaire, le doigt invisible des jésuites. Car, il faut bien le répéter, à notre honte, l'anticlérical raisonne tout comme l'antisémite; il voit, lui aussi, partout, des influences occultes et des moteurs secrets. La différence est que l'un attribue tout au génie corrupteur d'Israël, tandis que l'autre rejette tout sur l'esprit d'intrigue et de domination de Loyola. A les en croire, le juif et le jésuite seraient les deux grands

acteurs, ou mieux les secrets protagonistes du grand drame de l'histoire, dont ils font mouvoir tous les ressorts. Ils sont, en tous cas, les deux boucs émissaires de nos contemporains ; c'est, sur leurs têtes que, avec des malédictions presque identiques, le vulgaire fait retomber toutes les hontes et tous les malheurs de la France. C'est que l'antijuif et l'antijésuite sont deux visionnaires, également atteints d'une monomanie soupçonneuse, analogue à la folie des persécutions, qui leur fait voir partout un ennemi secret et omnipotent, contre lequel leur délire furieux somme impérieusement la France de se mettre en garde. Et, naturellement, c'est par des mesures de proscription et par des lois d'exception que l'un et l'autre de ces hallucinés prétendent protéger le pays.

Antijuif et antijésuite, ces deux maniaques s'exaltent, réciproquement, par leurs divagations et par leurs mutuelles extravagances. C'est ainsi que l'antisémitisme a une grande part dans la recrudescence de l'anticléricalisme. On se demande, avec tristesse, comment la politique conciliatrice de Léon XIII et les avances du pape à la République n'ont pas mieux assuré la paix religieuse. La faute n'en est pas uniquement aux préjugés ou à l'intolérance de nos modernes jacobins, ou au méfiant scepticisme de nos gouvernants ; la faute en est non moins aux inquiétudes et aux colères provoquées par la fanatique croisade des antisémites. L'épiscopat et le haut clergé ont eu beau s'en tenir prudemment à l'écart, on a exploité leur silence pour les en rendre solidaires. La prétention, presque avouée, des antisémites ou des antiprotestants, de faire, au seuil du xxe siècle, de l'unité religieuse, le signe et la condition de l'unité nationale, s'est retournée contre les catholiques. L'unité nationale, l'unité morale de la nation, que de téméraires amis rêvaient de faire au profit de l'Eglise, ses adversaires ont prétendu la faire, contre elle, au profit de la libre pensée et des sociétés anticléricales. C'est qu'on ne remue pas, impunément, dans un pays troublé comme le nôtre, les vieux fanatismes et les haines confessionnelles. L'intolérance invite à l'intolérance et, comme nous l'avons montré dès longtemps, l'antisémitisme et l'anticléricalisme tendent à se susciter et à se renforcer, réciproquement. Ils sont, à cet égard, le produit aussi bien que le pendant l'un de l'autre. Qui sème l'antisémitisme, récolte l'anticléricalisme, et de même qui sèmera l'anticléricalisme, récoltera l'antisémitisme et l'antiprotestantisme. Si nous voyons reprendre avec une animosité nouvelle, la campagne ancienne contre les congrégations, contre la liberté d'association et la liberté d'enseignement, les déclamations de l'antisémitisme n'y ont guère moins de part que les haines sectaires et les passions des jacobins. En réclamant, chaque jour, des lois d'exception ou des mesures de proscription contre les juifs, l'antisémitisme suggérait, follement, des lois d'exception contre d'autres que les juifs. Ce qu'un peuple retient, le plus aisément, des lois d'exception, c'en est le principe, et ce principe se retourne vite contre ceux qui l'invoquent. Liberté d'enseignement ou liberté d'association, que

revendiquent les catholiques français ? Ils revendiquent le droit commun. Or, comment leurs justes revendications ne seraient-elle pas affaiblies, lorsque, à côté d'eux et à l'ombre même de la Croix, de prétendus catholiques ne craignent pas de refuser à autrui le bénéfice du droit commun ? Aux yeux des non catholiques, dissidents ou libre penseurs, aux yeux même de nombre d'indifférents, les retentissantes polémiques des antisémites ont discrédité les plus justes doléances des catholiques; car on est toujours malvenu de réclamer pour soi des libertés qu'on semble dénier à autrui.

Mais quand les violences des antisémites expliqueraient la recrudescence de l'anticléricalisme, irons-nous dire qu'elles la justifient? Quand on les présenterait comme une réponse aux provocations des antisémites, les lois proposées contre les associations ou contre les écoles catholiques en seraient-elles, à nos yeux, plus libérales? Qui ne sent que ce serait la le pire des sophismes? Est-ce donc par l'intolérance qu'on guérit l'intolérance? Et quand les libéraux reprochent aux antisémites de réclamer des lois d'exception contre la Synagogue et contre les circoncis, comment pourraient-ils pardonner aux hommes qui veulent édicter des lois analogues contre l'Eglise et contre les élèves des jésuites? Est-ce que, pour s'en prendre à des chrétiens, voire à des religieux en froc blanc ou noir, l'intolérance serait moins coupable? ou la liberté et l'égalité des droits, que nous nous faisons un devoir de réclamer pour les minorités religieuses, jugerons-nous équitable de la refuser au clergé de la majorité? Qui ne voit que ce serait là, précisément, justifier les doléances et les accusations des antisémites, leur fournir de dangereux griefs et des armes nouvelles contre les républicains et contre la République elle-même? Parce que les antisémites veulent interdire toute fonction publique aux disciples des rabbins, est-ce une raison d'en fermer l'accès aux élèves des congrégations? Pour combattre les lois d'exception, nous ne voulons pas, quant à nous, regarder ceux qu'elles frappent. Ce que nous denions aux antisémites, aussi bien qu'aux socialistes, le droit de faire des catégories entre Français, de créer, parmi nous, au-dessous d'une classe privilégiée, une caste de parias, par quel mépris des principes pourrions-nous le concéder aux haines anticléricales? Et ce que l'esprit de liberté ne saurait tolérer de la part de ceux qui se réclament de l'intégrité de la race française, comment le permettrait-il aux jacobins qui se couvrent de l'unité morale de la nation? car, antisémites ou anticléricaux, c'est toujours au nom de l'unité nationale que les passions sectaires ou les factions politiques prétendent couper la France en camps ennemis, et enlever à leurs adversaires les droits de Français.

L'égalité de droits, pour tous les Français, sans distinction de confession ou d'origine, de classe ou de parti, telle est la seule règle qui puisse garantir la liberté et rendre la paix à la France. Cette vérité, il est dur d'être contraint de la rappeler à l'aube du XXe siècle. N'en

déplaise aux sectaires de droite ou de gauche, ce n'est point par des mesures de proscription ou des lois d'exception, contre telle ou telle catégorie de Français, qu'on assurera la paix du pays et l'unité de la nation. L'unité nationale, ce sont les violences des factions et l'intolérance des sectes qui la mettent en péril. L'unité nationale, à l'époque actuelle, on ne peut la chercher ni dans l'unité de race ou d'origine, ni dans l'uniformité religieuse, ni dans le monopole de l'enseignement. Sous quelques formes qu'elles se manifestent, et de quelques sophismes qu'elles s'appuient, de pareilles prétentions, dans un pays comme la France contemporaine, ne sont qu'un archaïsme suranné ou un périlleux anachronisme. L'unité nationale, la France moderne ne peut la trouver que dans la liberté religieuse et l'égalité devant la loi, dans le respect des droits de tous et de chacun, dans une large tolérance mutuelle, qui inspire à tous les Français un égal amour pour la commune patrie. Au lieu d'un instrument de division et de haine, le patriotisme doit rester un lien de concorde et de fraternité, fait pour rapprocher tous les enfants de la France dans un même sentiment, le filial amour de fils de la même mère, qui se sentent tous également aimés d'elle et également à l'aise chez elle, qui, lui devant la même liberté et les mêmes droits, peuvent tous avoir pour elle la même tendresse et le même dévouement. Opposer à l'antisémitisme, à l'anticléricalisme, au socialisme qui prêchent la haine, voire aux excès d'un nationalisme qui nous divise, le patriotisme qui nous unit; lutter, partout, contre l'esprit de secte et l'esprit d'intolérance, contre la manie de l'exclusivisme et la fureur des proscriptions, tel me semble, à l'heure actuelle, le premier devoir des Français que n'aveuglent pas les préjugés ou la passion. Assurément, ce n'est pas le seul ; mais, c'est le plus urgent ; devant lui, toutes les autres questions et toutes les querelles politiques semblent secondaires. Travailler à la pacification religieuse, en même temps qu'à la pacification sociale, aider au rapprochement des hommes, comme au rapprochement des classes, c'est encore, aujourd'hui, la meilleure, sinon l'unique manière de sauver la liberté et d'assurer, par la solidarité nationale, l'unité et la grandeur de la France.

Paris. — Imp. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*